



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur  
093-219300068-20240307-124311-DE  
Annexe exécutoire  
Transmis au représentant de l'Etat le 13/03/2024  
Reçu par le représentant de l'Etat le 13/03/2024  
Publié ou notifié le 13/03/2024



# Rapport sur les orientations budgétaires 2024

---

*Mars 2024*

# PRÉAMBULE

# Préambule

Le présent rapport d'orientation budgétaire (ROB) est établi, comme chaque année, en application de l'article L. 2312-1 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 sur la programmation des finances publiques (LPFP).

Il intègre :

- 1 • Les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement
- 2 • Les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement en dépenses et en recettes
- 3 • Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette contractée
- 4 • Les données relatives aux ressources humaines

---

**UNE SITUATION  
ÉCONOMIQUE NATIONALE  
DIFFICILE**

## ➤ UNE ÉCONOMIE FRANÇAISE DÉPENDANTE DE LA CROISSANCE, QUI FAIT FACE À UN ENDETTEMENT IMPORTANT

---

Le contexte international pèse sur les finances publiques, (La COVID 19, l'invasion de l'Ukraine, les conséquences du réchauffement climatique, le conflit israélo-palestinien ont accentué les tensions de l'économie).

Après la reprise forte de l'activité en 2021 et 2022, la **croissance mondiale** renouerait en 2023 et 2024 avec cependant des taux d'évolution inférieurs à ceux connus avant la pandémie.

Cette tendance confirme l'impact à long terme des chocs intervenus (pandémie, crise de l'offre de production des biens, inflation énergétique) sur la productivité des économies développées.

## ➤ **UNE ÉCONOMIE FRANÇAISE DÉPENDANTE DE LA CROISSANCE, QUI FAIT FACE À UN ENDETTEMENT IMPORTANT**

---

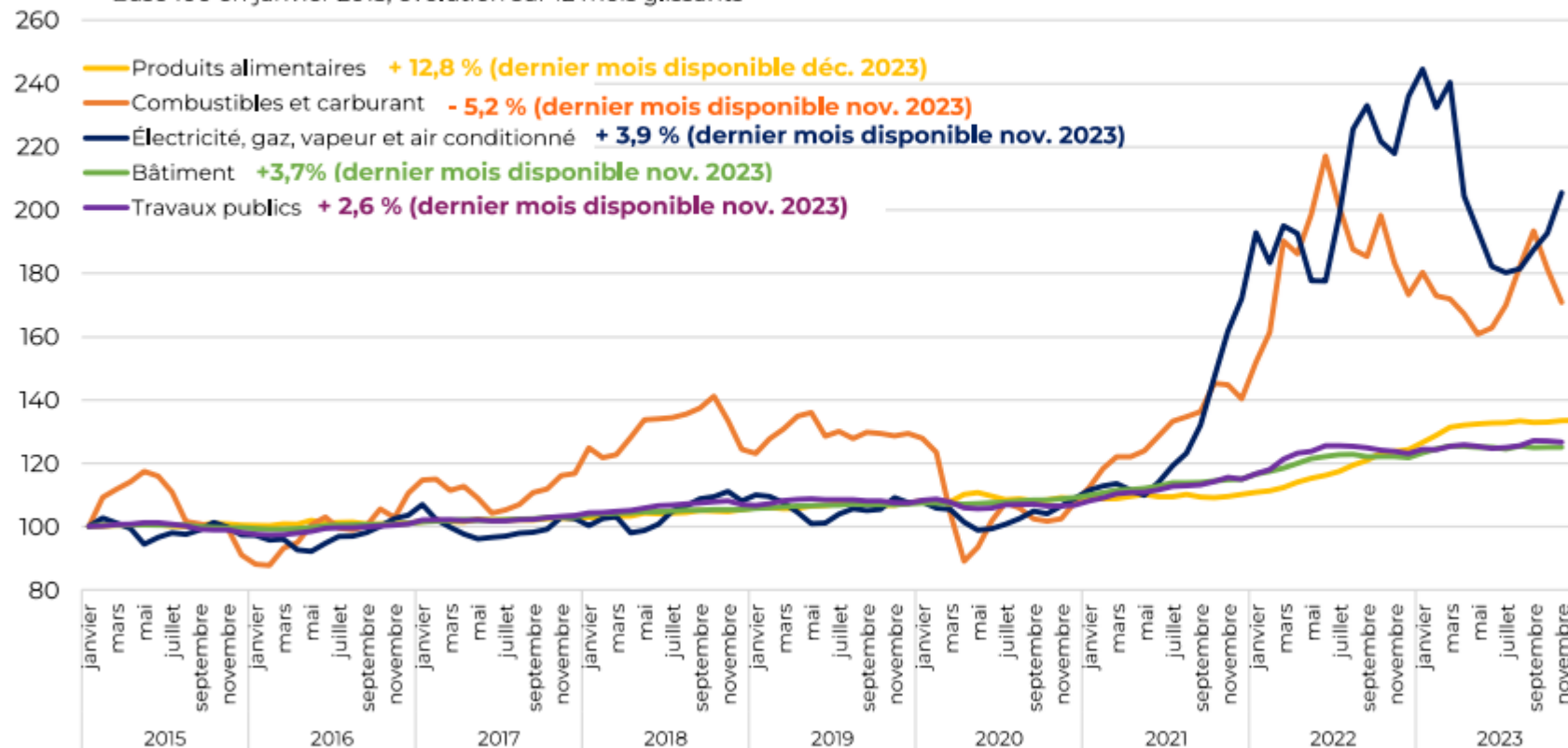
- Après une forte inflation depuis 2021, la hausse des taux d'intérêt de la Banque Centrale a permis une diminution de l'inflation sur l'alimentaire. Cette politique restrictive entraîne cependant une contraction du marché immobilier qui pourrait impacter les politiques d'aménagement du territoire.
- Le retour dans l'épure des critères de Maastricht à un déficit public inférieur à 3% du PIB pèse notamment sur les collectivités territoriales et plus encore sur les branches de la sécurité sociale.

# L'INFLATION PÈSE SUR LES DÉPENSES DES COMMUNES.

## I Macro-économie

### Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

Base 100 en janvier 2015, évolution sur 12 mois glissants



### Estimations T3 2023

Indice de prix de la dépense communale (4T/4T) : + 6,0 %

Indice de prix de la dépense communale hors charges financières (4T/4T) : + 4,7 %

Indice de prix à la consommation hors tabac (4T/4T) : + 5,5 %

©La Banque Postale

Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale

## **UNE REPRISE DE LA CROISSANCE ESCOMPTÉE EN 2024.... SUJETTE À DE NOMBREUX ALÉAS**

---

- Une croissance initialement prévue à 1,4% dans la Loi de finances 2024 qui est abaissée à 1% suite à l'annonce gouvernementale du 18 février et, un plan de 10 milliards d'euros d'économies qui devrait concerner uniquement l'Etat et ne pas impacter les Collectivités locales.
- Moins de croissance implique moins de recettes fiscales mais la volonté gouvernementale est de maintenir le déficit à 4,4 % du PIB pour 2024.



## ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

---

- ❑ **Arrêt des boucliers tarifaires** sur l'énergie qui avaient été mis en place par l'Etat pour limiter les conséquences de l'inflation sur les budgets des collectivités territoriales et des particuliers.
- ❑ **L'inflation** qui pèse sur les dépenses des communes.
- ❑ Un soutien de l'Etat à la **transition écologique** des collectivités, avec une hausse initialement annoncée de 500 M€ du **Fonds vert** qui passe à **100 M d'€ finalement**.
- **Des décisions gouvernementales unilatérales qui impactent les finances des collectivités locales.**

---

# ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES MUNICIPALES

# UNE STRATÉGIE FINANCIÈRE AU SERVICE DE L'AVENIR DE BAGNOLET

---

- **OPTIMISER LES DÉPENSES DE GESTION**
- **ADAPTER LA MASSE SALARIALE AUX OBJECTIFS DE SERVICE PUBLIC FIXÉS PAR LA MUNICIPALITÉ**
- **ACCROÎTRE LA DIVERSITÉ DES FINANCEMENTS DE LA COMMUNE PAR LA RECHERCHE SYSTÉMATIQUE DE SUBVENTIONS**
- **LIMITER LE RECOURS À L'EMPRUNT AFIN DE LIMITER LA CHARGE DE L'ENDETTEMENT**
- **DÉGAGER UNE ÉPARGNE NETTE POSITIVE**

---

➤ **POUR CE FAIRE DES MESURES CONCRÈTES  
ONT ÉTÉ PROPOSÉES POUR L'ÉLABORATION  
DU BP 2024**

# Orientations budgétaires municipales (1/2)



## Limitation et/ou réduction

Des dépenses de fonctionnement au niveau du réalisé 2023 ( -5% sur le chapitre 011)



## Maintien de la masse salariale

Malgré un contexte d'augmentation réglementaire des rémunérations



## Modernisation

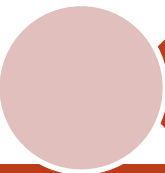
De l'Administration et développement d'un service public rendu de qualité



**Dettes**

## Maitrise de la dette et de l'emprunt

Dégager des marges d'autofinancement afin de limiter le recours à l'emprunt.



Recherche systématique de financements pour la réalisation des projets

## Orientations budgétaires municipales (2/2)

Un budget  
orienté vers un  
service public de  
qualité

- *Amélioration du cadre de vie des habitants*
- *Priorité à l'éducation (fournitures scolaires gratuites en direction des élèves)*
- *Solidarité : subventions au CCAS, PRE*
- *Maintien des actions de proximité*

Un budget  
d'investissement  
tourné vers  
l'avenir

- *Remise à niveau du patrimoine (bâtiments, voirie)*
- *Reconstruction de l'école « Pêche d'or »*
- *La nature en ville (végétalisation des cours d'école, propreté urbaine)*
- *NPNRU (La Noue, Les Malassis, PNRQAD des Coutures)*

---

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

# Recettes en fonctionnement

- Dotations et Fiscalité perçues en 2023 : 78 731 278 €





# Dotations Etat, Participations et Fiscalité

+ 1,3 M d'€ de prévision pour 2024.

Articles	Libellés Articles	CA 2020	CA 2021	CA 2022	REALISE 2023	Projet BP 2024
74123	Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	2 409 410	2 545 361	2 678 014	2 829 219	3 000 937
7411	Dotation Forfaitaire ( DGF)	2 770 162	2 589 375	2 445 255	2 713 614	2 800 001
73222	Fonds de Solidarité pour la Région IDF	2 009 078	1 709 165	1 664 893	2 072 670	2 158 742
73223	Fonds National de Péréquation	773 121	800 923	810 201	789 723	751 425
73211	Contributions Directes	23 284 576	23 284 576	23 284 576	23 590 339	23 284 576
74834	Etat de Compensation Exonération TF	313 507	530 737	0	777 565	961 282
74833	Etat de Compensation Exonération TH	0	0	756 816	143 985	
73111	Produits Fiscaux (évolution des bases décidée par l'Etat).	34 523 463	36 532 370	43 545 682	45 958 148	47 093 900
	<b>Total</b>	<b>66 083 317</b>	<b>67 992 507</b>	<b>75 185 437</b>	<b>78 731 278</b>	<b>80 050 863</b>

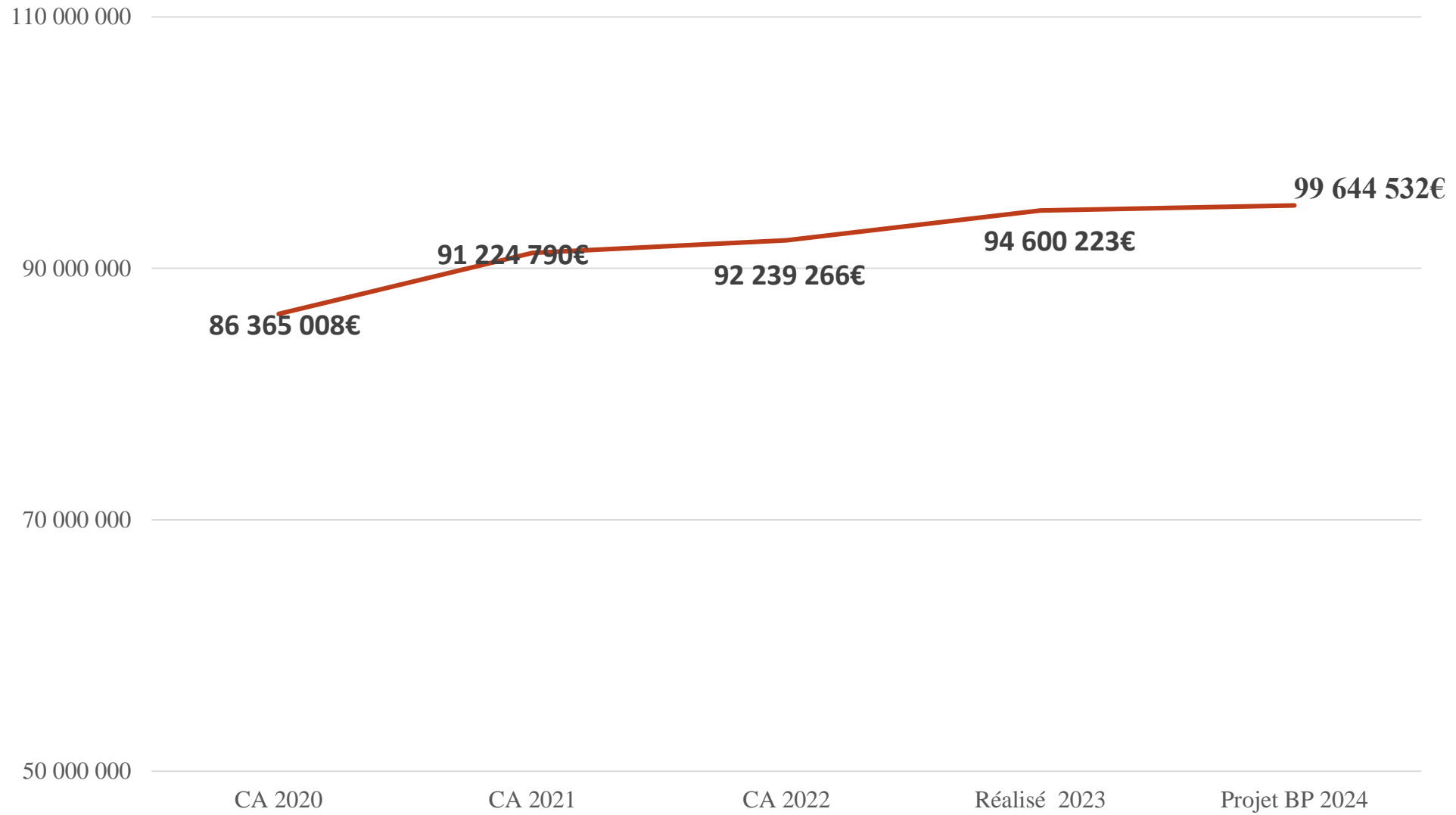
# Les recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement - BP 2024		
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	6 588 006,83
013	ATTENUATION DE CHARGES	500 000,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	4 876 141,27
73	IMPOTS ET TAXES	76 736 143,00
74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	10 175 241,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	581 500,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	140 000,00
Total		99 644 532,10

Recettes de fonctionnement - BP 2023 votées		
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	6 553 135,32
013	ATTENUATION DE CHARGES	500 000,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	4 454 458,27
73	IMPOTS ET TAXES	74 699 150,00
74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	10 053 018,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	581 500,00
76	PRODUITS FINANCIERS	214 030,70
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	803 813,16
Total		97 859 105,45

En milliers d'Euros

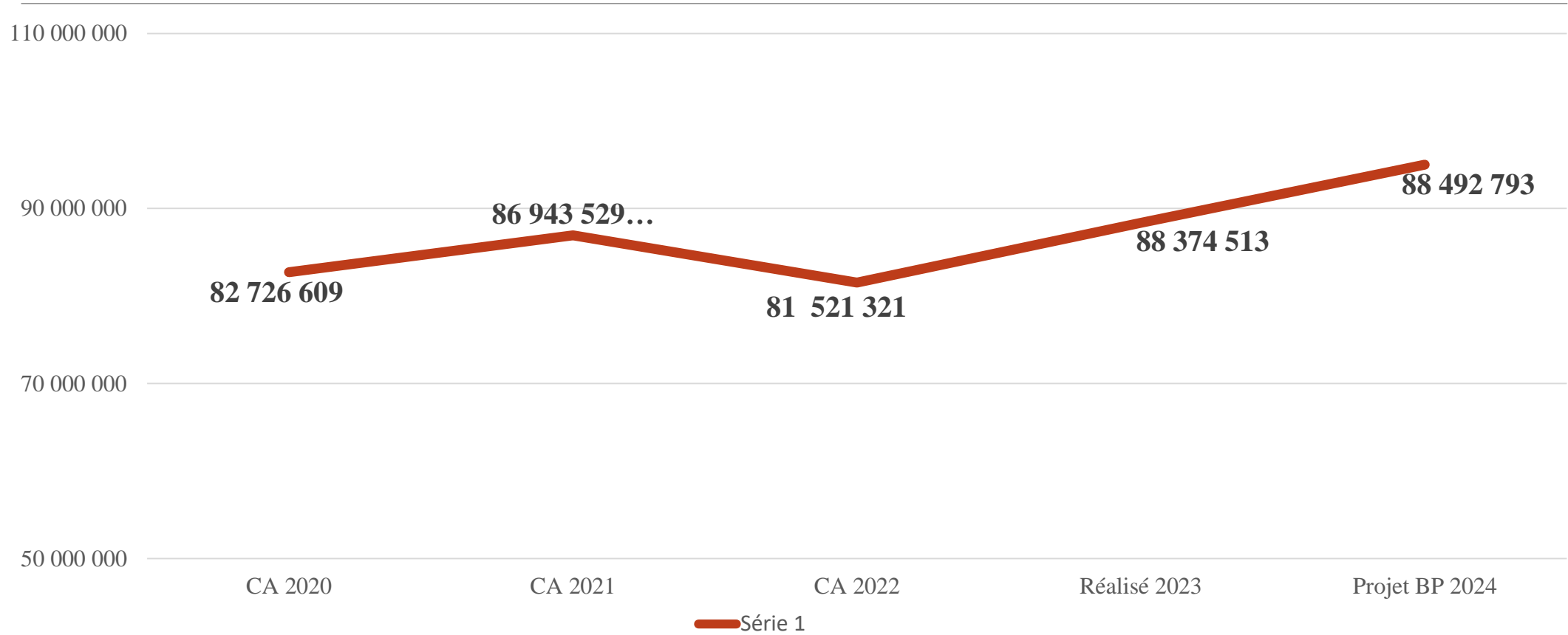
## Des recettes réelles de fonctionnement en augmentation



---

# DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

# Des dépenses de fonctionnement maîtrisées



Sommes en euros

## BP 2024 et BP 2023

### *Evolution des principaux chapitres de dépenses*

---

			<b>BP 2023 Voté + DM</b>	<b>BP 2024 Prévisionnel</b>
	011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	16 323 959,00	15 175 247,00
	012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	46 364 725,00	46 500 000,00
	014	ATTENUATION DE PRODUITS	250 086	50 000,00
	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	20 043 321,28	20 067 499,00
	66	CHARGES FINANCIERES	4 617 833	4 377 909,37
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	172 864	25 000,00
	68	PROVISIONS	32 000	32 000,00
<b>Total : opérations Réelles</b>			<b>87 804 788,28</b>	<b>86 227 655,37</b>

# Le budget de fonctionnement

---

En intégrant les opérations d'ordre, le total prévisionnel du budget de fonctionnement en dépenses et recettes s'établit comme suit : un solde de 11 151 738 € permettant de financer la section d'investissement se dégage.

	Fonctionnement
Dépenses	88 492 793,64
Recettes	99 644 532,10
Solde	11 151 738,46

---

# RECETTES D'INVESTISSEMENT



# Les recettes du PPI

<b>Recettes par financeurs</b>	<b>Montant</b>
SIPPEREC	184 464,41 €
METROPOLE DU GRAND PARIS	259 709,00 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	2 284 238,27 €
PREFECTURE DE POLITCE	900 000,00 €
FOND DE COMPENSATION TVA	837 622,93 €
ANRU	4 000 000,00 €
TAXE D'AMENAGEMENT	616 998,00 €
CESSIONS	300 000,00 €
FONDS VERTS	253 353,00 €
ILE DE France NATURE	102 048,00 €
EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT	6 190 838,53 €
<b>Total des recettes</b>	<b>15 929 272,14 €</b>

# Les recettes du PPI

---

**Focus sur le projet de construction de l'école « Pêche d'or » et les subventions qui vont être perçues :**

- ANRU: 9 534 437,70 €

- Région: 1 875 000,00 €

➤ Soit un total notifié de 11 409 437,7 €

De plus, un dossier est soumis à la CAF afin de recevoir un financement complémentaire pour ce projet.

---

# DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

## Le PPI

### Les principales opérations de travaux prévues en 2024

Construction de l'école Pêche d'or ;

Végétalisation des cours d'école ;

Cuisine centrale ;

Modernisation de l'éclairage public (leds) ;

Double vitrage dans les écoles.

Libellé	2024
Construction du Gymnase Jean Renault	30 000
Construction d'un DOJO - Co Moa Est Ensemble - Construction d'un DOJO - Co-Moa Est Ensemble	400 000
DIRECT ADMINISTRATION GENERALE ACHATS	20 000
DIRECT AFFAIRES CULTURELLES	9 900
DIRECT COMM/RP/CABINET	70 000
DIRECT DDT	2 226 182
DIRECT DEMOCRATIE ET VIE SOCIALE DES QUARTIERS	53 116
DIRECT EDUCATION/ENFANCE	194 500
DIRECT ENVIRONNEMENT ESPACES VERTS	732 700
DIRECT HABITAT	0
DIRECT LOGISTIQUE	16 000
DIRECT PATRIMOINE BATI	2 520 000
DIRECT PETITE ENFANCE	12 618
DIRECT PREVENTION SECURITE	650
DIRECT RESSOURCES HUMAINES	35 000
DIRECT SANTE	74 887
DIRECT SERVICES A LA POPULATION	22 500
DIRECT SPORT ET VIE ASSOCIATIVE	82 192
DIRECT SYSTEME INFORMATION	615 400
DIRECT VOIRIE	1 880 000
DIRECTION GENERALE	43 000
DIRECTION PROPLETE	210 000
OPERATION BRIQUETERIE - FUTUR COLLEGE TRAVAIL - OPERATION BRIQUETERIE - COLLEGE TRAVAIL	50 000
OPERATION GS JEAN LANGEVIN - OPERATION GS JEAN LANGEVIN	100 000
OPERATION PECHE D'OR - OPERATION PECHE D'OR	9 300 000
Réhabilitation du Gymnase Baquet	80 000
<b>Total dépenses programme</b>	<b>18 798 645</b>

## La Direction du patrimoine – Investissement 2024 prévisionnel - Détail

Libellé	2024
<b>DIRECT PATRIMOINE BATI</b>	
14 - Toiture Barbusse	150 000
13 - Boucherie Berton	30 000
12 - Recyclerie	0
11 -Frais Etudes Provision	80 000
10 -Magasins	30 000
8 -Sécurité	100 000
7 -Aménagements et Services urbains	30 000
6 -Logements	80 000
5 -Famille Crèche et la butte au pinsons	100 000
3 -Sport et Centres de Vacances communaux	400 000
2 -Culture et DVJSQ	230 000
1 -Enseignement	700 000
4 -Interventions sociales et Santé	80 000
-Administration générale	300 000
15 Cuisine centrale	210 000
<b>Total Dépenses</b>	<b>2 520 000</b>

# La Direction de la voirie – Investissement 2024 prévisionnel - Détail

DIRECT VOIRIE	
14 - Accessibilité	50 000
13 - Mobilier urbain et signalisation	40 000
12 -Réfection dalle P5	0
11 -43 AVE DE LA REPUBLIQUE	0
10 -Aménagement de Voiries	650 000
9 -Plan Vélo	50 000
8 -Aménagement de voirie Solde Anru	0
7 -Poteaux Incendies	30 000
6 -Bail voirie	500 000
5 -Installations de Voirie	40 000
4 -Frais études	100 000
3 Eclairage public	350 000
2 -Proprete dépôts sauvages corbeilles	0
1 -Assainissement	20 000
-Cours d'écoles	50 000
<b>Total Dépenses</b>	<b>1 880 000</b>

## La Direction du Développement territorial– Investissement 2024 prévisionnel - Détail

---

DIRECT DDT	
5 -Remboursement TAM	1 833 126
1 - Réseau d électrification 21534	100 398
14 Achat dune coupeuse électrique	2 849
13 - Etude et Planification	13 420
12 - Dépôt de garantie Secours Populaire	1 389
10 - CPA LA NOUE	275 000
<b>Total Dépenses</b>	<b>2 226 182</b>

## La Direction de l'environnement et des espaces verts – Investissement 2024 prévisionnel - Détail

---

DIRECT ENVIRONNEMENT ESPACES VERTS	
3 Création ou rénovation de squares et parcs	225 000
11 Etude recensement des arbres	22 000
7 -Végétalisation Esapces publics	25 700
6 -Cours décoles et crèches	350 000
2 -Machines Horticoles	20 000
1-Aire de jeux	90 000
<b>Total Dépenses</b>	<b>732 700</b>



# POUR SUIVRE NOS ACTIONS EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

---

- Passage progressif en leds de l'éclairage dans les espaces publics
- Rénovations thermiques dans les écoles
- Véhicules électriques
- Végétalisation des cours d'écoles
- Plan 20 000 arbres
- Poursuite du plan vélos

---

# ENDETTEMENT

# LA GESTION DE LA DETTE

---

- **La situation financière de Bagnolet nécessite une gestion prudente** : il convient de dégager des marges en fonctionnement et de limiter le recours à l'emprunt.
- **Depuis 2020 les montants empruntés diminuent régulièrement** : 9,23 M d'€ en 2020 ; 7,6 M d'€ en 2021 ; 7 M d'€ en 2022 et 6 M d'€ en 2023.
- **Situation particulière à Bagnolet : 3 emprunts in fine (capital à rembourser en 1 seule fois à l'échéance) à rembourser pour un total de 29 M d'€ en 2031 (10 M d'€) ; 2033 (9 M d'€) et 2035 (10 M d'€)**. Pour anticiper, nous sommes dans une démarche de réaménagement de la dette pour laquelle nous nous faisons accompagner par Finances Actives.
- **L'hypothèse retenue pour 2024 est une autorisation d'emprunt de 5 M d'€.**

## Dette par nature

## LA GESTION DE LA DETTE

	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Emprunts	36	130 357 132.21 €	2,96 %
Emprunts obligataires	3	15 766 665.00 €	4,30 %
<b>Dette</b>	<b>39</b>	<b>146 123 797.21 €</b>	<b>3,10 %</b>

Pour information	2 020	2 021	2 022	2 023
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	146 188 844	150 112 092	149 400 924	147 034 631

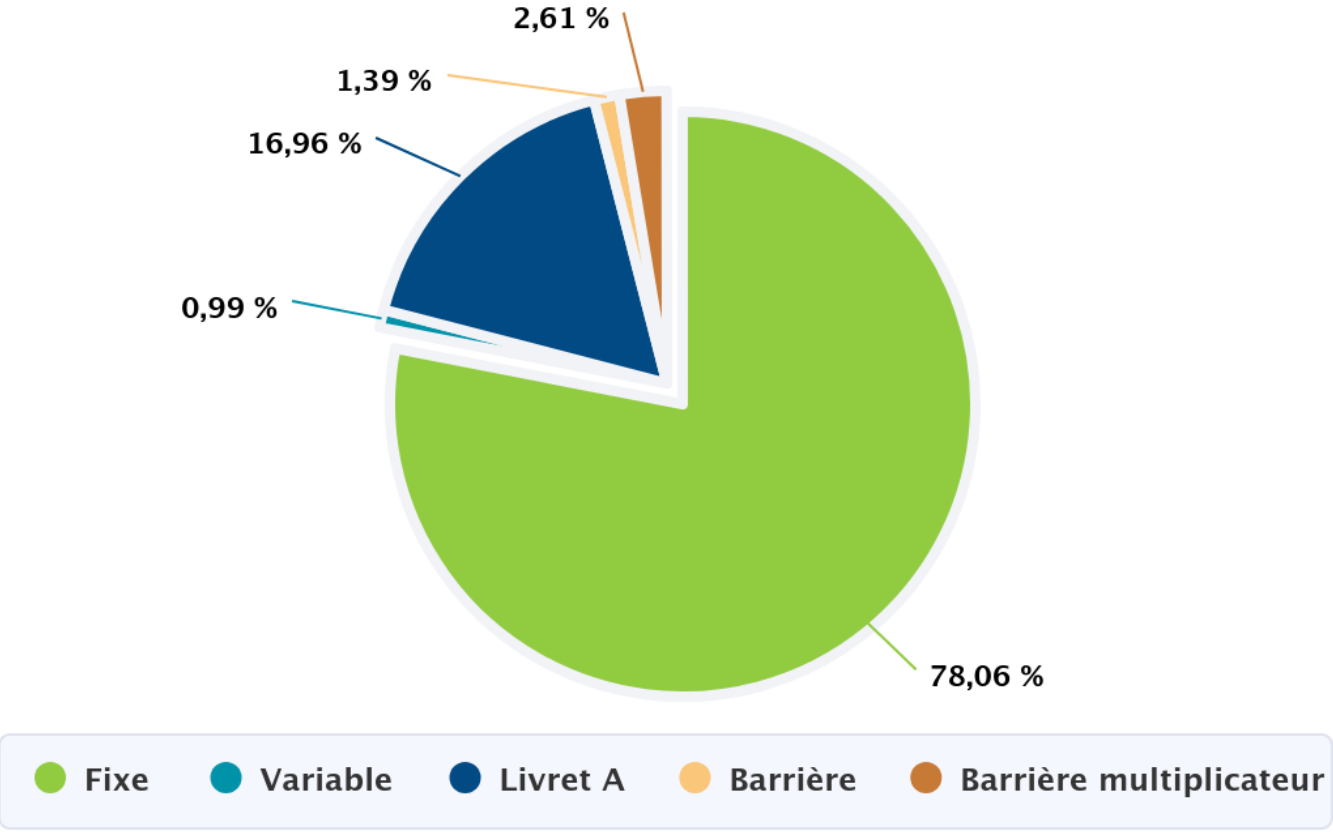
## Dette par année

	2024	2025	2026	2027	2028
Encours moyen	142 591 358 €	134 016 200 €	125 505 603 €	117 276 656 €	109 334 481 €
Capital payé sur la période	8 511 960 €	8 538 865 €	8 454 252 €	8 099 828 €	7 758 714 €
Intérêts payés sur la période	* 4 450 381 €	* 4 015 630 €	* 3 630 048 €	* 3 371 465 €	* 3 145 933 €
Taux moyen sur la période	3,05 %	2,90 %	2,82 %	2,81 %	2,80 %

## COMPARAISON EMPRUNT PRÉVU ET EMPRUNT LEVÉ DE 2020 À 2023

<b>Emprunts Ville de Bagnolet 2020-2023</b>		
<b>Année</b>	<b>Inscription Budgétaire sans DM</b>	<b>Emprunts réalisés</b>
2020	25 435 094,00 €	9 236 860,00 €
2021	23 130 077,00 €	7 600 000,00 €
2022	11 842 295,10 €	7 000 000,00 €
2023	10 000 000,00 €	6 000 000,00 €

# Dettes par type de risques



---

# RESSOURCES HUMAINES

---

# LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

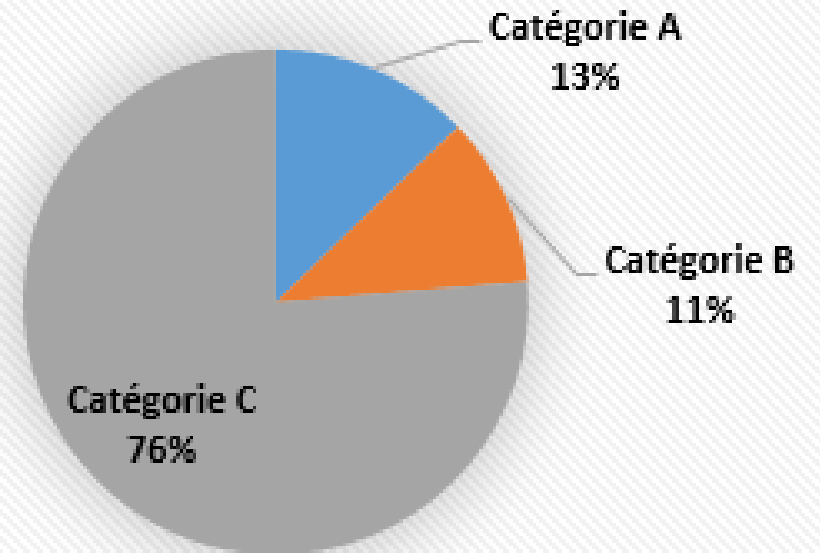


# La structure des effectifs

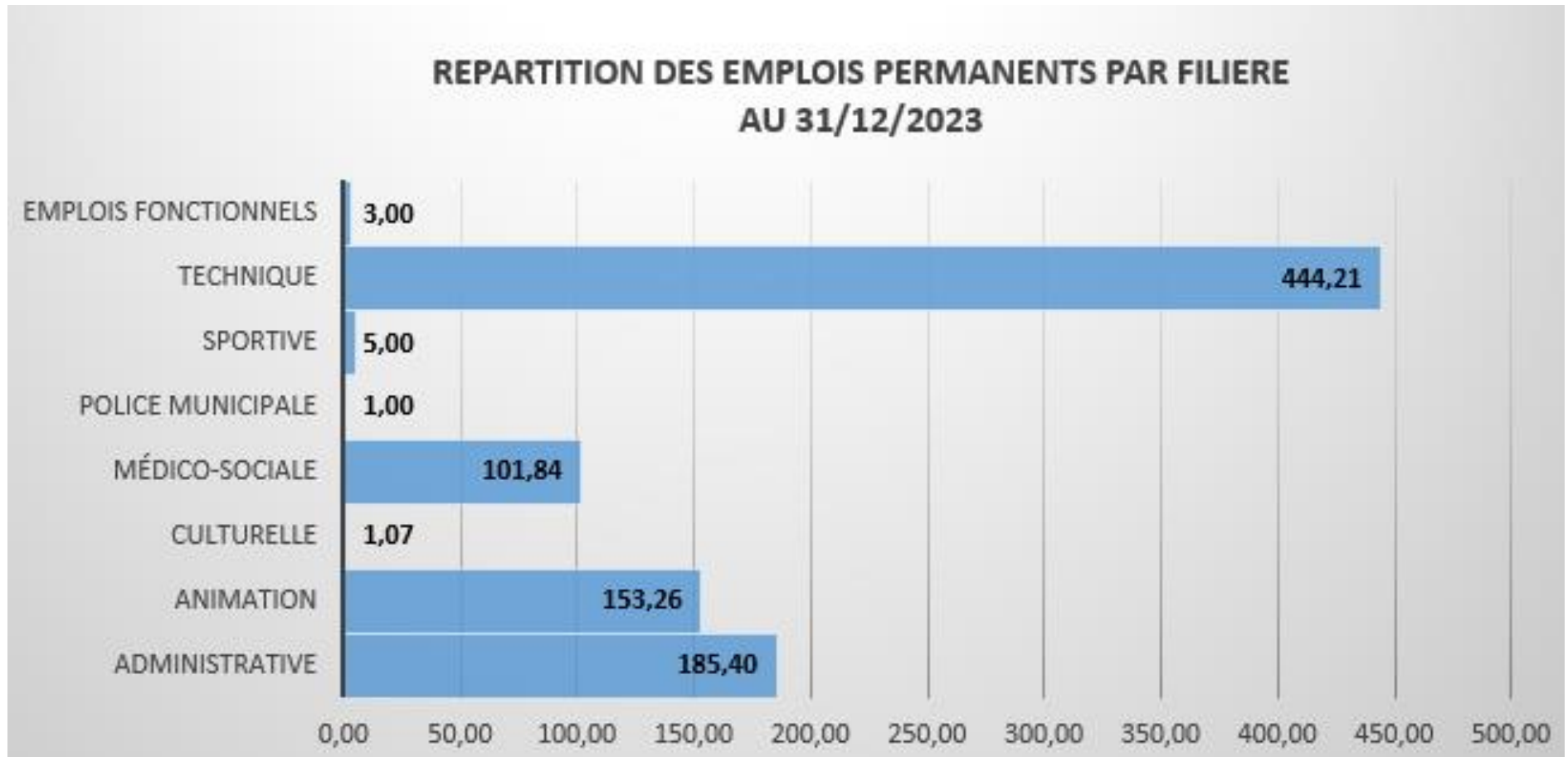
Emplois permanents  
présents en Equivalent  
Temps Plein Au 31/12/2023

Titulaires	699,17
Contractuels	195,61
<b>Total</b>	<b>894,78</b>

Répartition des permanents par  
catégorie



# La structure des effectifs



# La structure des effectifs

---

Emplois fonctionnels et collaborateurs de cabinet au 31/12/2023

Emplois fonctionnels	Collaborateurs de cabinet
3	3

---

# LES DÉPENSES DE PERSONNEL

# Les dépenses de personnel

	Année 2023
Rémunération des titulaires (brut)	23 669 835 €
Rémunération des contractuels permanents	6 543 715,07
Rémunération des contractuels non permanents	1 939 683,08
Rémunération des autres personnels extérieurs (professeurs)	148 341,67
Rémunération des autres emplois (contrats aidés, apprentis)	58 721,36
Chômage & activités accessoires	377 812,09
Contributions patronales et diverses cotisations	12 077 206,79
<b>TOTAL</b>	<b>44 815 316 €</b>
primes versées au CMS	137 499,21
Assurance du personnel	474 000
Honoraires médecins agréés et CIG	44 200
GUSO (intermittents du spectacle)	12 963,14
Cotisation BIP CIG	8 900
<b>TOTAL</b>	<b>45 492 878,35 €</b>

## Les dépenses de personnel

### Heures supplémentaires en 2023

Nombre d'agents

259

Nombre d'heures

17 552

Montant (brut)

392 353 €

---

# LA DURÉE EFFECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL

# La durée effective du temps de travail

---

<b>Durée Légale</b>	<b>En 2023</b>	<b>En 2024</b>
1607 heures	1 607 heures	1 607 heures

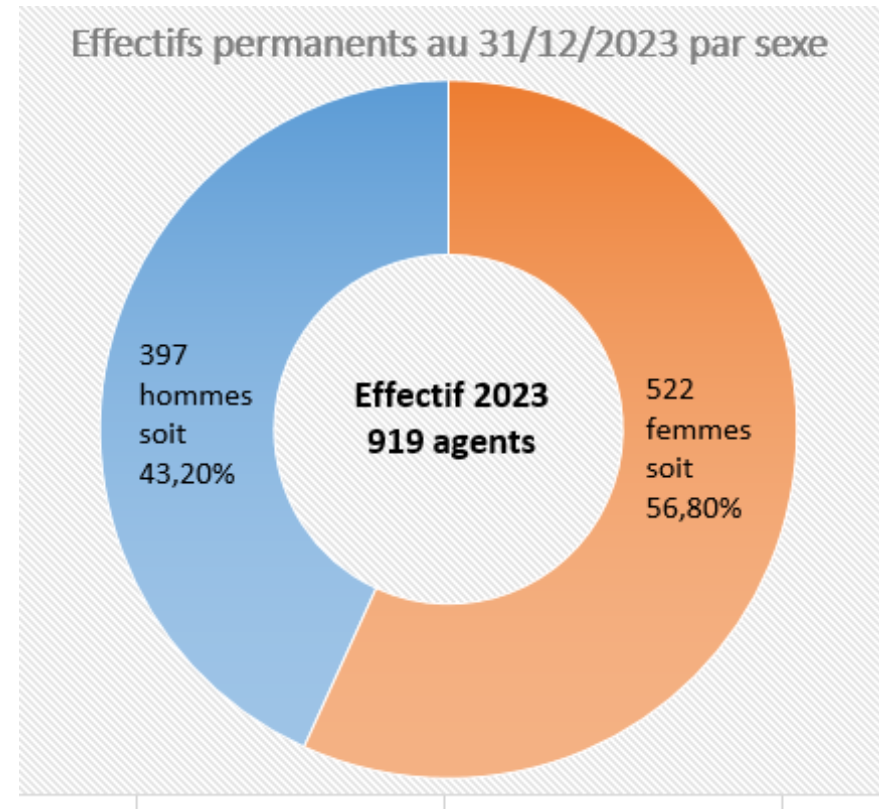


---

**L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE  
LES FEMMES ET LES HOMMES**

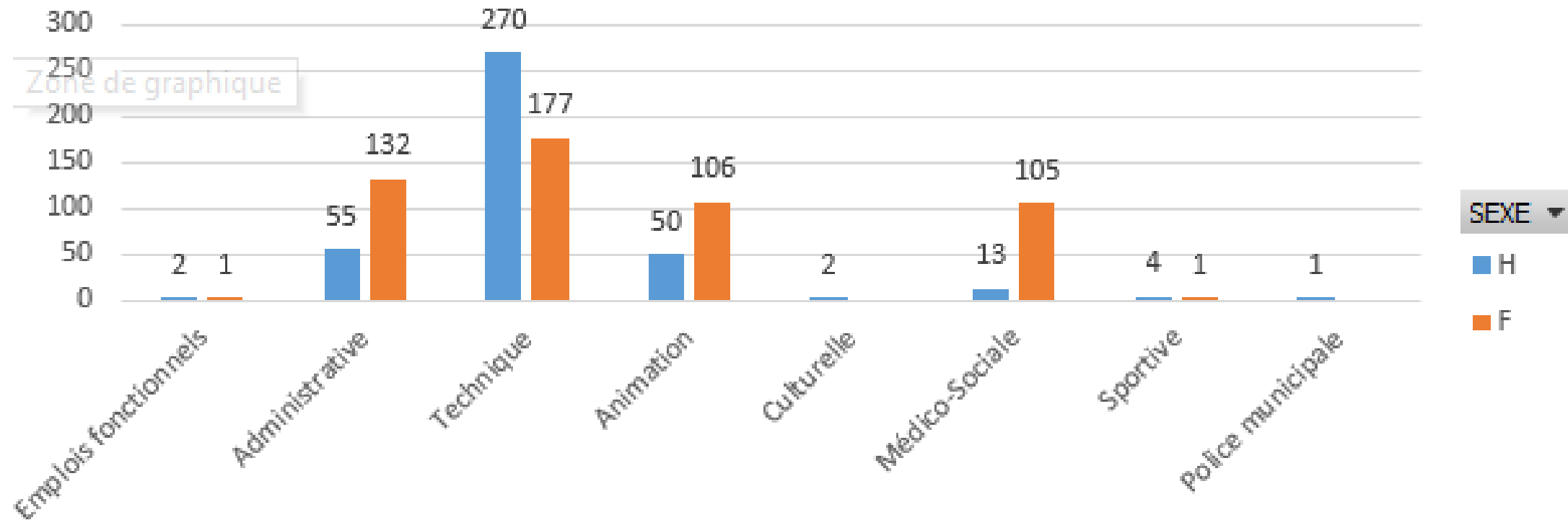
# L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

---



## Répartition par genre selon la filière (agents permanents présents au 31/12/2023)

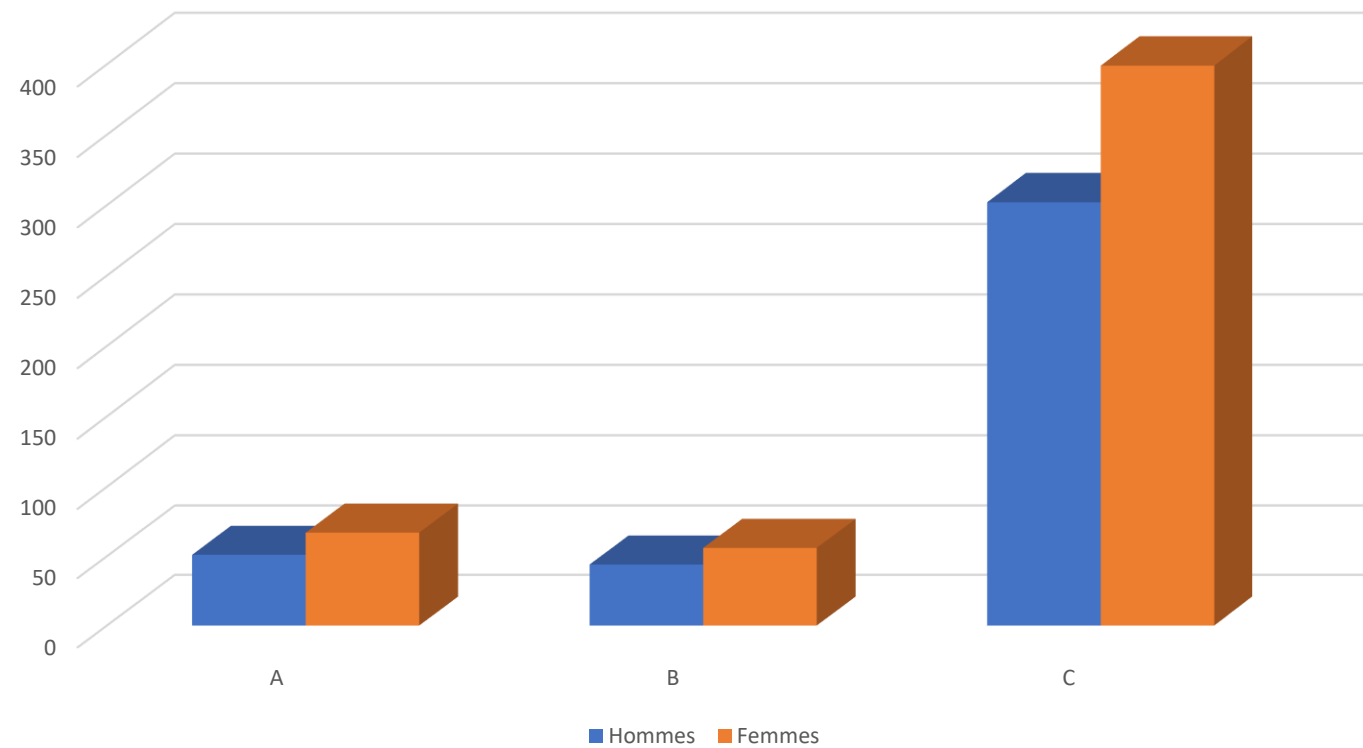
*Les filières restent très genrées.*



# REPARTITION F/H PAR CATEGORIE

	Hommes	Femmes
A	51	67
B	44	56
C	302	399
Total	397	522

REPARTITION PAR CATEGORIE



---

## **L'ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EFFECTIFS ET DES DÉPENSES DE PERSONNEL**

# EVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES DÉPENSES DU PERSONNEL

---

- Augmentation de la valeur du point d'indice majoré de 5 points au 1<sup>er</sup> janvier 2024
- Répercussion en année pleine de l'augmentation de la valeur du point d'indice en juillet 2023
- Augmentation des cotisations patronales
- Augmentation du SMIC
- Avancement de grade et Promotion interne
- Dé-précarisation des vacataires de l'enfance : 44 animateurs concernés
- Le taux de remboursement des frais de transports collectifs a été porté de 50% à 75% au 1er septembre 2023
- Organisation des élections européennes

---

# LES PERSPECTIVES POLITIQUES RH

# POLITIQUE RH DE BAGNOLET

---

- Modernisation et sécurisation des process RH
- Finalisation de la mise en œuvre des **1607 heures** à l'ensemble des agents de la Ville
- Développer les compétences des agent.es pour les accompagner dans les évolutions de service à venir avec **un plan pluriannuel de formation 2024 - 2027**
- Prévenir l'usure professionnelle **en améliorant les conditions de travail**, en facilitant la mobilité et en accompagnant le maintien et le retour à l'emploi
- **Dé-précarisations pluriannuelle** des agents vacataires notamment dans le secteur de l'animation selon des critères définis
- Augmenter l'offre d'actions et d'activités sociales à l'attention des agents avec **l'adhésion au CNAS**
- Santé au travail (Médecin de prévention, assistante sociale)
- Réflexion sur la prise en charge par l'employeur des déjeuners du personnel



Merci pour votre attention !

---